

Russie – Venezuela

Un partenariat à l'épreuve de la guerre en Ukraine

Michaël LEVYSTONE

► Points clés

- Depuis le début de la guerre en Ukraine, le 24 février 2022, le Venezuela affiche un soutien en apparence indéfectible à la Russie. Caracas a ainsi reconnu l'indépendance des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, brocardé les lourdes sanctions occidentales infligées à l'économie russe et n'a pas assisté au vote de la résolution « Agression contre l'Ukraine », adopté par l'Assemblée générale de l'ONU le 2 mars.
- Pour autant, le 5 mars, le président vénézuélien Nicolás Maduro a reçu une délégation de hauts fonctionnaires américains, actant la reprise avec Washington d'un dialogue rompu depuis 2019.
- Ce rapprochement pour le moins inattendu, survenu dans le contexte de l'embargo imposé par Joe Biden sur les hydrocarbures russes en représailles à l'invasion de l'Ukraine, est dicté, côté américain, par un double objectif : sécuriser les approvisionnements pétroliers des États-Unis et isoler la Russie sur la scène internationale.

Introduction

La guerre déclenchée contre l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 a exposé cette dernière à de nouvelles sanctions économiques occidentales. Le 8 mars, le président américain Joe Biden a décrété un embargo sur l'importation des hydrocarbures russes. Si Washington est nettement moins dépendant du pétrole russe que ses alliés européens, cette mesure forte le contraint cependant à se mettre en quête de nouveaux fournisseurs. C'est dans ce contexte qu'une délégation gouvernementale américaine a été reçue, le 5 mars, par le président vénézuélien Nicolás Maduro. Cet événement marque la reprise d'un dialogue qui avait été rompu en 2019 entre les États-Unis et le Venezuela, proche allié de la Russie en Amérique latine.

Quels sont les fondements et les accomplissements du partenariat russo-vénézuélien ? La démarche entamée par les États-Unis est-elle exclusivement motivée par des considérations énergétiques ? Cette tentative de rapprochement opérée par l'administration Biden avec le régime Maduro peut-elle réellement aboutir ?

La Russie au Venezuela : un patronage en voie de resserrement

En plein essor sous Hugo Chávez, le partenariat russo-vénézuélien s'est sensiblement contracté depuis sa mort en 2013 et l'arrivée au pouvoir de Nicolás Maduro à Caracas. La crise vénézuélienne de 2018-2019 a montré que l'action de la Russie au Venezuela est désormais principalement diplomatique et sécuritaire.

Une convergence naturelle et pluridimensionnelle sous Hugo Chávez (1999-2013)

Au début des années 2000, la Russie se rapproche du Venezuela qu'elle perçoit comme une porte d'entrée vers l'Amérique latine, une région où elle était influente du temps de l'Union soviétique mais marginalisée au cours des années 1990. L'établissement du partenariat entre la Russie et le Venezuela s'opère assez naturellement. D'une part, en raison de la bonne entente personnelle entre Hugo Chávez et Vladimir Poutine – nouveaux hommes forts des régimes de Caracas et de Moscou arrivés quasi concomitamment au pouvoir, après avoir fait carrière au sein des structures de force de leurs pays respectifs. De l'autre, au regard des similitudes entre deux régimes présidentiels dépendants de leur rente énergétique¹. Enfin, le Venezuela et la Russie promeuvent un ordre international multipolaire en contradiction avec l'unilatéralisme américain, qui leur permet de se rapprocher chacun de la Chine et de l'Iran.

1. A. Piatakov, « La Russie et l'Amérique latine au XXI^e siècle : un rapprochement difficile », *Russie.Nei.Visions*, n° 119, Ifri, juillet 2020, p. 29-30, disponible sur : www.ifri.org.

La visite officielle du président Chávez à Moscou le 14 mai 2001 pose les jalons du partenariat russo-vénézuélien, avec la création d'une Commission intergouvernementale et la signature d'un accord de coopération militaro-technique. D'autres visites importantes suivront, à commencer par celle de Dmitri Medvedev le 27 novembre 2008 à Caracas – premier déplacement effectué par un président russe au Venezuela, dans le cadre d'une tournée en Amérique latine (Pérou, Brésil et Cuba). Elle aboutit à la signature d'accords d'exemption de visa et de coopération dans le domaine du nucléaire civil, ainsi qu'à un contrat entre Gazprom et Petróleos de Venezuela SA (PDVSA, le géant des hydrocarbures vénézuélien) pour la prospection conjointe du gisement pétrolier d'Ayacucho-3, dans la Ceinture pétrolifère de l'Orénoque². Le 3 avril 2010, c'est Vladimir Poutine, alors Premier ministre, qui se rend à Caracas pour lancer un autre projet dans la Ceinture pétrolifère de l'Orénoque (Hunin-6) et conclure un mémorandum d'entente pour une coopération en matière de nucléaire civil³. Enfin, le 15 octobre 2010, à l'occasion du sommet présidentiel russo-vénézuélien qui se tient au Kremlin, est actée la construction par Rosatom de la première centrale nucléaire au Venezuela⁴.

Durant les années Chávez, le partenariat russo-vénézuélien se développe dans deux directions principales. La première est militaire. Entre 2006 et 2013, Rosoboronexport (l'agence fédérale chargée des exportations du complexe militaro-industriel russe) livre à Caracas pour plus de 11 milliards de dollars de matériels, comprenant des tanks T-72, des véhicules de combat d'infanterie BMP-3, des véhicules de transport de troupes BTR-80, des avions de combat Soukhoï Su-30, des hélicoptères de transport Mil Mi-17 et des hélicoptères d'attaque Mil Mi-35⁵. Second volet majeur du partenariat russo-vénézuélien : l'énergie. En 2008, en vue de mettre en exploitation le gisement Hunin-6, les deux pays annoncent la création d'une entreprise conjointe (PetroMiranda), détenue à 60 % par PDVSA et à 40 % par le Consortium pétrolier national (Nacional'nyj nef'tanoj konsorcium, NNK), qui regroupe Rosneft, Gazprom Neft, Lukoil, Surgutneftegas et TNK-BP. La confiance régnant entre Moscou et Caracas leur permet de porter leurs échanges commerciaux de 1,1 à 2,45 milliards de dollars entre 2007 et 2013. L'arrivée au pouvoir de Nicolás Maduro, après la mort d'Hugo Chávez le 5 mars 2013, ouvre une nouvelle période des relations russo-vénézuéliennes.

Armes et pétrole, les deux piliers d'une relation ascendante sous Chávez

2. « Dokumenty, podpisannye po itogam rossijsko-venesuèl'skih peregovorov » [Les documents signés à l'issue des négociations russo-vénézuéliennes], Kremlin, 27 novembre 2008, disponible sur : www.kremlin.ru.

3. « Itogi rossijsko-venesuèl'skih peregovorov v Karakase » [Bilan des négociations russo-vénézuéliennes à Caracas], *Vesti.ru*, 3 avril 2010, disponible sur : www.vesti.ru.

4. Rosatom doit livrer sous dix ans une centrale nucléaire comprenant deux réacteurs VVER d'une capacité totale de 2,4 GW. « Rossiâ i Venesuela dogovorilis' o stroitel'stve AËS v Venesuela » [La Russie et le Venezuela ont convenu de construire une centrale nucléaire au Venezuela], *RIA Novosti*, 15 octobre 2010, disponible sur : <https://ria.ru>. Échaudé par l'accident survenu au sein de la centrale nucléaire de Fukushima le 11 mars 2011, Chávez gèle le projet. « Hugo Chávez Calls off Venezuela's Nuclear Energy Plans », *BBC*, 17 mars 2011, disponible sur : www.bbc.com.

5. E. Ellis, « Russia's Latest Return to Latin America », *Global Americans*, 19 janvier 2022, disponible sur : <https://theglobalamericans.org>.

L'arrivée au pouvoir de Nicolás Maduro en 2013 : le temps des troubles

Lorsque Maduro accède à la fonction suprême à Caracas, le Venezuela, qui tire plus de 90 % de ses revenus de son pétrole, est frappé de plein fouet par la chute des cours mondiaux de l'or noir. Cela plonge son économie dans une très grave crise et entraîne une hyperinflation et une émigration massive. Ce contexte incertain se répercute sur toutes les composantes du partenariat russo-vénézuélien. Rosneft profite de son rachat de TNK-BP (en 2013) et des défections successives de Surgutneftegas (2012) et de Lukoil (2014) pour consolider ses positions au sein du NNK, avant de quitter à son tour le marché vénézuélien en 2020. Les échanges commerciaux russo-vénézuéliens s'effondrent (68,4 millions de dollars en 2017)⁶. La coopération militaire se réduit à des prestations de service (formation, maintenance)⁷ ; quant au projet d'implantation au Venezuela d'une usine de Kalachnikov décidé en 2006, il n'avait toujours pas abouti en 2021.

En réalité, la Russie reproduit progressivement au Venezuela le patronage qu'elle exerce sur la Syrie. Tout comme Bachar al-Assad, Nicolás Maduro doit en effet son maintien au pouvoir au soutien inconditionnel que la Russie lui témoigne, et dont la crise ouverte en 2018 avec sa réélection contestée par Juan Guaidó, qui s'auto-proclame président légitime de la République bolivarienne, fournit une illustration probante. Non seulement Moscou livre à Caracas des systèmes de défense anti-aérienne S-300 (dans le cadre de contrats conclus à l'époque d'Hugo Chávez⁸), mais en plus des mercenaires de la compagnie militaire privée russe Wagner sont chargés d'assurer la sécurité personnelle du président Maduro. Par ailleurs, la Russie aide le Venezuela à contourner subrepticement les sanctions américaines⁹ en écoulant son pétrole – Rosneft sert par exemple d'intermédiaire avec l'Inde – et son or, échangé en Ouganda, aux Émirats arabes unis et en Turquie contre des espèces rapatriées dans les banques vénézuéliennes¹⁰. Le président Maduro doit aussi son salut à la Chine, qui lui accorde d'importantes lignes de crédit¹¹, et

Caracas, Damas :
Moscou tient
des régimes parias
à bout de bras

6. « Istoriâ otnošenij Rossii i Venesuely » [Une histoire des relations russo-vénézuéliennes], TASS, 24 janvier 2019, disponible sur : <https://tass.ru>.

7. E. Ellis, « Russia's Latest Return to Latin America », *op. cit.*

8. M. Arostegui, « Russian Missiles in Venezuela Heighten US Tensions », *Voice of America*, 29 avril 2019, disponible sur : www.voanews.com.

9. Moscou et Caracas se veulent moins discrets quand il s'agit de mettre en avant leur action commune au sein de l'OPEP+, qui permet notamment de stabiliser les cours du pétrole au plus fort de la crise sanitaire en 2020, pour démontrer leur résilience face aux sanctions américaines.

10. Le précédent vénézuélien pourrait servir de modèle à la Russie, qui a considérablement accru ses réserves d'or (passées de 450 à près de 2 300 tonnes, entre 2007 et fin 2021). D. McDowell, « The Unfreezable Asset: Gold, Sanctions, and Russia », *War on the Rocks*, 7 mars 2022, disponible sur : <https://warontherocks.com>.

11. Entre 2007 et 2016, la Chine prête ainsi 62,2 milliards de dollars au Venezuela. « China-Latin America Finance Databases », The Inter-American Dialogue, disponible sur : www.thedialogue.org.

se fait une place de plus en plus importante sur ses marchés de l'armement¹² et pharmaceutique¹³. À l'Organisation des Nations unies (ONU), Pékin marche dans les pas de Moscou sur la question vénézuélienne, soutenant son projet de résolution pour un dialogue entre Maduro et Guaidó tout en torpillant celui concurrentement porté par les États-Unis qui invite à reconnaître Guaidó comme le président légitime, dans l'attente d'une nouvelle élection présidentielle à Caracas¹⁴.

En ne votant pas la résolution du 2 mars 2022 à l'Assemblée générale de l'ONU qui enjoint à la Russie de se retirer d'Ukraine et en dénonçant l'impérialisme américain – tout comme l'Iran, autre régime sous sanctions occidentales allié à Moscou –, le président vénézuélien témoigne sa reconnaissance à la Russie pour les services qu'elle lui a rendus.

Son attitude durant cette crise est également marquée du sceau de la continuité. En effet, tout comme son prédécesseur avait reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud en 2008, et comme lui-même avait acté la « réintégration » de la Crimée à la Fédération de Russie en 2014, Nicolás Maduro s'aligne en 2022 sur la position de Moscou vis-à-vis des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk¹⁵. De son côté, la Russie réédite une stratégie habituelle au Venezuela, où le déploiement de bombardiers stratégiques Tupolev Tu-160 durant les guerres en Géorgie en 2008 et en Ukraine en 2013 lui avait permis d'accentuer la pression militaire sur les États-Unis dans leur zone d'influence¹⁶. En janvier 2022, c'est une déclaration du vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov, envisageant l'envoi de troupes au Venezuela et à Cuba¹⁷, qui n'aura pas manqué de piquer Washington au vif.

Une forte convergence russo-vénézuélienne sur les guerres en Géorgie et en Ukraine

12. Le régime de Maduro fera usage de huit véhicules blindés légers VN-4 pour réprimer la manifestation organisée par Juan Guaidó le 1^{er} mai 2019. K. Huang, « Venezuela Is Sending in Chinese-Made “Rhinoceros” Armored Vehicles to Suppress Anti-Government Protests », *South China Morning Post*, 3 mai 2019, disponible sur : www.insider.com.

13. Le Venezuela a recours aux vaccins russes Spoutnik V et EpiVacCorona et chinois Sinopharm pour lutter contre la pandémie de Covid-19 sur son territoire.

14. « Le Conseil de sécurité rejette deux projets de résolution américain et russe sur la situation au Venezuela », ONU, 28 février 2019, disponible sur : www.un.org.

15. « Maduro podderžal priznanie Rossiej DNR i LNR » [Maduro a soutenu la reconnaissance par la Russie des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk], *RIA Novosti*, 23 février 2022, disponible sur : <https://ria.ru>.

16. Un troisième déploiement survient en 2018, donnant lieu à des rumeurs autour de l'ouverture d'une base aérienne russe sur l'île vénézuélienne de La Orchila, en mer des Caraïbes. « La Russie souhaiterait ouvrir une base de bombardiers au Venezuela », *RFI*, 19 décembre 2018, disponible sur : www.rfi.fr.

17. « Râbkov o voennoj infrastrukture RF na Kube i v Venesuele: Ne hoču ničego isključat' » [Riabkov sur les infrastructures militaires russes à Cuba et au Venezuela : « Je ne veux rien exclure »], *Rossijskaâ gazeta*, 14 janvier 2022, disponible sur : <https://rg.ru>.

La réactivation du dialogue américano-vénézuélien : plus qu'un symbole ?

Le 5 mars 2022, trois ans après avoir fermé son ambassade à Caracas, la Maison-Blanche y envoie une délégation¹⁸. À travers ce rapprochement incongru avec un pays dont ils ne reconnaissent pas le président, les États-Unis cherchent à priver la Russie de l'un de ses plus fervents soutiens sur la scène internationale, alors que les combats font rage en Ukraine. Au-delà de cet objectif géopolitique, l'initiative de Joe Biden, qui précède de quelques jours son embargo sur les importations de pétrole russe, revêt une forte dimension énergétique. Les perspectives concrètes d'une coopération américano-vénézuélienne semblent ténues, tant les relations entre ces deux pays se sont détériorées ces dernières années.

Les objectifs de Joe Biden au Venezuela

La sortie de Riabkov porterait en elle les germes d'une réplique de la crise cubaine de 1962¹⁹ si l'ambassadeur russe au Venezuela, Sergueï Melik-Bagdassarov, ne s'était pas empressé de rappeler que les Constitutions vénézuélienne et cubaine interdisent l'implantation de bases militaires étrangères²⁰. Pour autant, le contexte dans lequel ces déclarations surviennent est bien celui d'un regain d'influence russe sur le continent américain, sans doute en réponse à l'expansionnisme reproché à Washington, Bruxelles et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) sur les marges occidentales et caucasiennes de Moscou. Ainsi, après s'être entretenu au Kremlin, les 3 et 16 février, avec ses homologues argentin Alberto Fernández et brésilien Jair Bolsonaro, Vladimir Poutine envoie son vice-Premier ministre Iouri Borissov et le président de la Douma d'État Viatcheslav Volodine en Amérique latine. Leurs tournées, effectuées au Venezuela, à Cuba et au Nicaragua pour le premier (16-18 février), et dans les deux derniers pays pour le second (23-24 février), permettent de resserrer les rangs parmi les plus proches alliés de Moscou dans la région. Aucun des trois pays ne vote la résolution « Agression contre l'Ukraine » à l'ONU (absence du Venezuela ; abstention de Cuba et du Nicaragua) et tous reconnaissent les Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk (à l'instar de la Syrie, d'ailleurs). De leur côté, les États-Unis se tournent vers leur allié en Amérique latine (et seul

Entre Russes
et Américains,
des stratégies
d'influence croisées

18. A. Kurmanaev, N. Kitroeff et K. P. Vogel, « U.S. Officials Travel to Venezuela, a Russia Ally, as the West Isolates Putin », *The New York Times*, 5 mars 2022, disponible sur : www.nytimes.com.

19. Le 14 octobre 1962, les Américains découvrent l'existence à Cuba de rampes de lancement de missiles nucléaires soviétiques. Le président Kennedy impose un blocus maritime et ordonne à sa flotte d'intercepter les navires soviétiques à destination de Cuba. Face à la menace d'une guerre nucléaire, l'URSS fait marche arrière, annonçant, le 28 octobre, le démantèlement des rampes de lancement cubaines.

20. « Posol RF: konstituciâ Venesuèly zaprešaet razmešenie inostrannyh voennyh baz » [Ambassadeur russe : la Constitution vénézuélienne interdit le déploiement de bases militaires étrangères dans le pays], *Kommersant*, 22 janvier 2022, disponible sur : www.kommersant.ru.

partenaire mondial de l'OTAN dans la région) : la Colombie. Hostile à l'influence de la Russie, le président Iván Duque, qui a condamné sans ambiguïté son action en Ukraine, était ainsi reçu par Joe Biden à la Maison-Blanche, le 10 mars.

Sur le plan énergétique, Washington veut empêcher dans l'immédiat une explosion des prix du pétrole. Le 7 mars, le cours de l'or noir a frôlé les 140 dollars (soit son plus haut niveau en dix ans). Aussi, la recherche par les États-Unis de substituts aux hydrocarbures russes vise à rassurer les marchés financiers. Bien plus proche de leurs côtes que la Russie, détenteur des plus grandes réserves mondiales de pétrole brut, le Venezuela fait ici figure d'alternative idéale aux yeux des États-Unis, qui pensent de surcroît à leur propre sécurité énergétique. Il est ironique de voir que les États-Unis, qui

L'embargo pétrolier américain, un balancier entre Moscou et Caracas

avaient troqué le pétrole vénézuélien contre le pétrole russe à partir de 2019, n'excluent pas d'emprunter le chemin inverse en 2022. *A priori*, la demande américaine ne semble pas hors de portée d'un grand pays pétrolier : Washington importait quotidiennement 650 000 barils d'or noir russe en 2021, correspondant peu ou prou à ses commandes passées auprès de Caracas jusqu'en 2019.

Cependant, il faut voir que les sanctions imposées par l'administration Trump à l'industrie pétrolière vénézuélienne ont miné sa production, retombée à 650 000 barils par jour en 2021, contre 1 million avant 2019, et même 3 millions durant les années 1990²¹. Une hypothétique levée des sanctions américaines contre le Venezuela serait, en soi, insuffisante à redynamiser rapidement la production pétrolière de ce pays, dont les infrastructures pour les activités d'extraction et de production sont en mauvais état et nécessitent des investissements lourds.

Un impossible mariage de raison ?

L'accès américain au pactole pétrolier vénézuélien sous-tendrait donc, en plus d'une levée des sanctions, une contribution à la reconstruction de l'industrie énergétique du pays. La démarche est politiquement très périlleuse pour Joe Biden, élu à la Maison-Blanche sur un programme écologique. Surtout, et alors même que Chevron se prépare en coulisse à accroître ses opérations au Venezuela²², il règne aux États-Unis une vive hostilité envers le régime de Caracas, qui transcende largement le clivage entre démocrates et républicains²³. Entamée avec l'arrivée au pouvoir de Chávez, la dégradation des relations

21. S. Seibt, « Guerre en Ukraine : Washington lorgne du côté du Venezuela pour se passer du pétrole russe », *France 24*, 8 mars 2022, disponible sur : www.france24.com.

22. Chevron reste à ce jour la seule compagnie pétrolière américaine à opérer sur le marché vénézuélien, où elle compte quatre entreprises conjointes avec PDVSA (actionnaire majoritaire). C. Camacho, « Chevron Key to Possible Venezuela-US Oil Imports », *Argus Media*, 24 mars 2022, disponible sur : www.argusmedia.com.

23. Le virage vénézuélien de la politique étrangère de Joe Biden a été vivement condamné par le sénateur républicain de l'État de Floride, Marco Rubio : « Plutôt que de produire plus de pétrole aux États-Unis, il veut remplacer le pétrole que nous achetons à un dictateur sanguinaire par celui d'un autre dictateur sanguinaire. », Twitter, 6 mars 2022, disponible sur : <https://twitter.com>.

bilatérales s'est poursuivie sous Maduro, accusé en 2020 par le département américain de la Justice de vouloir inonder les États-Unis de cocaïne²⁴. À quelques mois des élections de mi-mandat aux États-Unis (8 novembre 2022), d'aucuns voient derrière ce rapprochement inopiné avec Caracas une manœuvre électoraliste du parti démocrate destinée à séduire les 200 000 Américains d'origine vénézuélienne vivant dans l'État de Floride²⁵. Une éventuelle levée des sanctions par Washington devra sans doute s'accompagner de réelles contreparties politiques, telles que la tenue d'élections libres et démocratiques au Venezuela, pour trouver grâce aux yeux de cette communauté opposée au régime Maduro²⁶.

Punir Poutine pour réhabiliter Maduro : un pari électoralement risqué pour Biden

Sans en arriver jusque-là, le président vénézuélien a néanmoins multiplié les gages de bonne foi, annonçant successivement une reprise du dialogue avec l'opposition le 7 mars, la libération de deux prisonniers politiques américains le lendemain et l'ouverture d'un bureau de la Cour pénale internationale (CPI) au Venezuela le 31 mars, pour enquêter sur la répression des manifestations de 2017²⁷. Par ailleurs, pleinement conscient que l'augmentation des capacités de production de PDVSA concourrait à « la stabilité du monde », Nicolás Maduro a fait un appel du pied aux États-Unis : « Voici le pétrole du Venezuela ! Il est disponible pour quiconque voudrait le produire et l'acheter, qu'il s'agisse d'un investisseur d'Asie, d'Europe ou des États-Unis. » Quant à la guerre en Ukraine, le régime a quelque peu adouci son discours. Aussi la vice-présidente de la République bolivarienne, Delcy Rodríguez, déclarait-elle le 7 mars, à l'occasion d'un congrès organisé par le Parti socialiste unifié du Venezuela : « Jamais vous ne verrez le Venezuela dans le camp de la guerre pour la guerre. Nous serons toujours du côté des droits humains. » Visiblement très motivé par la perspective d'une levée des sanctions américaines, qui augurerait d'un redressement économique appréciable en vue de sa réélection en 2024, le président vénézuélien pourrait être tenté d'opérer un revirement d'alliance en faveur des États-Unis. Non seulement cette nouvelle posture n'exposerait pas son pays au risque de rétorsions économiques majeures de la part de la Russie, qui n'investit plus beaucoup sur le marché vénézuélien depuis plusieurs années, mais elle dispenserait également PDVSA de certains frais de transport, le pétrole étant plus aisé à acheminer en Amérique du Nord qu'en Inde et en Chine, ses principaux clients depuis l'embargo de 2019. Ce ne serait pas la première fois que, guidé par ses intérêts pragmatiques, un État change de cap sur la scène internationale.

24. « Nicolás Maduro Moros and 14 Current and Former Venezuelan Officials Charged With Narco-Terrorism, Corruption, Drug Trafficking and Other Criminal Charges », Department of Justice, 26 mars 2020, disponible sur : www.justice.gov.

25. S. Rodriguez, « Venezuela Talks Strike Political Nerve in Florida », *Politico*, 9 mars 2022, disponible sur : www.politico.com.

26. A. Lippold, « Embargo sur le pétrole russe : le Venezuela, une alternative envisagée par les États-Unis », *RFI*, 8 mars 2022, disponible sur : www.rfi.fr.

27. M. Delcas, « Guerre en Ukraine : les États-Unis et le Venezuela entament un rapprochement autour du pétrole », *Le Monde*, 8 mars 2022, disponible sur : www.lemonde.fr ; « Un bureau de la CPI ouvert au Venezuela dans le cadre de l'enquête sur les crimes contre l'humanité », *Le Temps*, 1^{er} avril 2022, disponible sur : www.letemps.ch.

Conclusion : la guerre en Ukraine, une crise à l'effet boule de neige

La guerre entre la Russie et l'Ukraine a entraîné une multitude de conséquences sur d'autres dossiers sensibles des relations internationales. Ainsi, le 5 mars 2022, dans le cadre des négociations autour d'un accord sur le nucléaire iranien, la Russie a réclamé contre toute attente la garantie que les sanctions adoptées à son encontre depuis le début de son intervention en Ukraine n'affectent pas ses échanges avec l'Iran. Cette exigence, formulée dans la dernière ligne droite de négociations auxquelles la Russie a très activement participé (notamment en tant qu'intermédiaire entre l'Iran et les États-Unis), compromet la conclusion d'un accord qui tomberait à point nommé pour Washington²⁸. L'Iran a en effet accru sa production de pétrole en 2021 – sous l'effet de son partenariat stratégique et commercial avec la Chine, mais aussi en prévision d'une levée des

Le nucléaire iranien et
la guerre civile yéménite,
révélateurs de
revirements en cascade

sanctions –, qui en fait un candidat plus crédible que le Venezuela (auquel il lui est d'ailleurs arrivé de livrer de l'or noir depuis l'embargo de 2019) pour reprendre le flambeau de la Russie²⁹.

La perspective de parvenir à la signature de cet accord avec l'Iran a amené les États-Unis à revoir totalement leur politique au Yémen en 2021, en se distançant de la coalition militaire menée par l'Arabie saoudite et en retirant les rebelles houthis (soutenus par Téhéran) de leur liste des organisations terroristes. L'ambition de la Maison-Blanche de renouer en 2022, en sus du Venezuela et de l'Iran, avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis s'en trouve contrariée, les princes héritiers Mohammed ben Salmane et Mohammed ben Zayed Al Nahyane ne donnant, pour le moment, suite aux sollicitations américaines³⁰. Le rapatriement à Riyad, le 7 mars, d'un Saoudien détenu depuis vingt ans dans la prison de Guantanamo pour sa participation aux attentats du 11 Septembre³¹ constitue certes un signe de bonne volonté, mais pas une condition suffisante à une augmentation des productions pétrolières saoudienne et émiratie. Essuyant des attaques aériennes (missiles balistiques, drones) lancées depuis le Yémen³², Riyad et Abou Dabi redoutent – tout comme Tel-Aviv, d'ailleurs – qu'un

28. B. Makooi, « Guerre en Ukraine : Moscou prend en otage les négociations sur le nucléaire iranien », *France 24*, 15 mars 2022, disponible sur : www.france24.com.

29. K. Hur, « House GOP Leader: Oil From Iran, Venezuela to Offset Russia Would Just Pay Other Dictators », *CNBC*, 9 mars 2022, disponible sur : www.cnb.com.

30. « Saudi Arabia and UAE Leaders “Reject Calls With US President Biden” », *Middle East Eye*, 9 mars 2022, disponible sur : www.middleeasteye.net. Joe Biden s'était pourtant juré de ne pas traiter avec Mohammed ben Salmane, en raison de son implication dans l'assassinat du journaliste d'opposition Jamal Khashoggi, perpétré au sein du consulat saoudien à Istanbul, le 2 octobre 2018.

31. « États-Unis. Un détenu de Guantanamo rapatrié en Arabie saoudite, vingt ans après son arrestation », *Ouest-France*, 8 mars 2022, disponible sur : www.ouest-france.fr.

32. « Saudi Aramco's Jeddah Oil Depot Hit by Houthi Attack », *Al Jazeera*, 25 mars 2022, disponible sur : www.aljazeera.com ; « UAE Says Missiles, Drones Used in Deadly Houthi Attack, Some Intercepted », *The Jerusalem Post*, 20 janvier 2022, disponible sur : www.jpost.com.

accord sur le nucléaire iranien ne rehausse les capacités de nuisance régionales de Téhéran : aussi escomptent-ils davantage de garanties sécuritaires de la part de Washington.

Le déclenchement des hostilités en Ukraine le 24 février 2022 a propulsé l'isolement de la Russie en tête des priorités internationales des États-Unis, jusqu'alors accaparés par leur compétition avec la Chine. La détermination américaine à marginaliser Moscou, dont atteste une impressionnante offensive diplomatique déployée depuis plusieurs semaines³³, aura cependant un coût pour le président Biden, qui sera vraisemblablement contraint de renier certains de ses principes. *In fine*, la guerre en Ukraine risque de rebattre les cartes dans plusieurs parties du monde, dont l'Amérique latine et le Moyen-Orient.

Michaël Levystone est chercheur au Centre Russie/NEI de l'Ifri.

Comment citer cette publication :

Michaël Levystone, « Russie – Venezuela. Un partenariat à l'épreuve de la guerre en Ukraine », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, avril 2022.

ISBN : 979-10-373-0522-0

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2022

Couverture : © motioncenter / Shutterstock

33. Les États-Unis ont manifestement usé de leur influence pour convaincre l'Allemagne d'interrompre la procédure d'homologation du gazoduc Nord Stream 2 ; la Suisse, la Corée du Sud et Singapour, d'imposer des sanctions économiques à Moscou ; la Finlande et la Suède, traditionnellement « neutres », de revoir leur position quant à l'idée de rejoindre l'OTAN.



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

